

Document

Quelques enseignements du marxisme (5)

La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre V. Lénine - La «Pravda» n° 73 - juin 1917

"La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'«Etat», chose digne des Louis Blanc ; elle doit aboutir à la revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires. Toute autre solution n'est que phrase et tromperie.

« Quoi qu'il en soit, écrit-il, l'actuel soulèvement de Paris, même s'il succombe sous l'assaut des loups, des porcs et des sales chiens de la vieille société, est l'exploit le plus glorieux de notre parti depuis l'insurrection parisienne de Juin. »

Sans dissimuler au prolétariat une seule des erreurs de la Commune, Marx a consacré à cet exploit, une oeuvre qui est, jusqu'à présent, le meilleur guide que nous puissions avoir dans la lutte pour « le ciel » et le plus terrible épouvantail pour les porcs libéraux et radicaux."

(Le "socialiste" Louis Blanc s'était réfugié à Versailles lors de la Commune de Paris - note de Lutte de classe.)

Le combat contre les conséquences de la crise économique que subissent durement des millions de travailleurs et leurs familles ne doit pas aboutir à demander quoi que ce soit à l'Etat. Le combat politique doit être dirigé contre l'Etat des capitalistes et poser la question de son remplacement par un "Etat dirigé par les prolétaires".

Ce qui me plaît bien dans cette citation de Marx, c'est le verbe de Marx, sa haine profonde du capitalisme qui s'exprime ici. Des intellectuels à l'esprit ramoli m'ont reproché la violence de mes propos parfois, citant Marx à tour de bras et se réclamant du trotskisme. Je me demande si on a bien lu et si l'on parle bien de la même chose !

Je voulais rajouter des extraits de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* de Lénine, et en le relisant je me suis dit que c'était quasiment impossible, il faut le lire (l'étudier) pour comprendre ce qui signifient les discours des uns et des autres sur l'Etat, la démocratie, l'Assemblée constituante, les soviets ou la Commune de Paris, notamment.

A cette occasion, je rectifie ce que j'ai écrit l'autre jour à propos du livre de Bensaïd *Inventer l'inconnu*, en fait c'est plus que l'antithèse de *L'Etat et la révolution* de Lénine qu'il a écrit, en réalité Bensaïd reprend à son compte la totalité de la théorie du renégat Kautsky contre Lénine qu'il accuse à juste titre d'avoir violé la démocratie bourgeoise en liquidant l'Assemblée constituante au profit des soviets. Si je trouve le temps et le courage, je scannerai les pages de son livre relative à cette question et je mettrai à la suite les pages correspondantes de *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, c'est bien simple, on croirait que Lénine s'adressait à Bensaïd ou que Kautsky s'était réincarné dans Bensaïd !

Cet ouvrage de Lénine est une des pièces maîtresse du marxisme, à lire et étudier attentivement. Je l'ai rajouté au dossier *marxisme* pour qu'il figure en permanence dans le site.

L. Trotsky - OEuvres – avril 1939

La méthode de Marx

Ayant défini la science comme la connaissance des lois objectives de la nature, l'homme s'est efforcé avec obstination de se soustraire lui-même à la science, se réservant des privilèges spéciaux, sous forme de prétendus rapports avec des forces suprasensibles (religion), ou avec des préceptes moraux éternels (idéalisme). Marx a définitivement privé l'homme de ces odieux privilèges, en le considérant comme un chaînon du processus d'évolution de la nature matérielle ; en considérant la société humaine comme

l'organisation de la production et de la distribution ; en considérant le capitalisme comme un stade du développement de la société humaine.

Le but de Marx n'était pas de découvrir les "lois éternelles" de l'économie. Il niait l'existence de telles lois. L'histoire du développement de la société humaine est l'histoire de la succession de différents systèmes économiques, qui ont chacun leurs lois propres. Le passage d'un système à un autre a toujours été déterminé par la croissance des forces productives, c'est-à-dire de la technique et de l'organisation du travail. Jusqu'à un certain point, les changements sociaux ont seulement un caractère quantitatif, et n'altèrent pas les fondements de la société, c'est-à-dire les formes dominantes de la propriété. Mais il arrive un moment où les forces productives accrues ne peuvent plus rester enfermées dans les vieilles formes de propriété ; alors survient dans l'ordre social un changement, accompagné de secousses. A la commune primitive succéda ou s'ajouta l'esclavage ; l'esclavage fut remplacé par le servage, avec sa superstructure féodale ; au XVIème siècle, le développement commercial des villes en Europe entraîna l'avènement du régime capitaliste, qui, depuis lors, est passé par différentes étapes. Dans son *Capital*, Marx n'étudie pas l'économie en général, mais l'économie capitaliste, avec ses lois spécifiques. Des autres systèmes économiques, il ne parle qu'incidemment, et seulement pour mettre en lumière les caractéristiques propres du capitalisme.

L'économie de la famille paysanne primitive, qui se suffisait à elle-même, n'a pas besoin d'une "économie politique" car elle est dominée, d'un côté par les forces de la nature, de l'autre par les forces de la tradition. L'économie naturelle des Grecs et des Romains, économie fermée reposant sur le travail des esclaves, était régie par la volonté du propriétaire d'esclaves, dont le «plan» était directement déterminé par les lois de la nature et la routine. On pourrait dire la même chose du régime médiéval, avec ses paysans serfs. Dans tous ces cas, les rapports économiques étaient clairs et transparents, à l'état brut pour ainsi dire. Mais le cas de la société contemporaine est tout à fait différent. Elle a détruit les vieux rapports de l'économie fermée, et les modes de travail du passé. Les nouveaux rapports économiques unissent les villes et les villages, les provinces et les nations. La division du travail a embrassé toute la planète. La tradition et la routine une fois brisées, ces liens ne se sont pas formés selon un plan déterminé, mais bien en dehors de la conscience et de la prévision de l'homme. L'interdépendance des hommes, des groupes, des classes, des nations, qui résulte de la division du travail, n'est dirigée par personne. Les hommes travaillent les uns pour les autres sans se connaître, sans se soucier des besoins les uns des autres, avec l'espoir et même avec la certitude que leurs rapports se régulariseront d'eux-mêmes d'une manière ou d'une autre. Et, en somme, c'est ce qui se produit ; ou plutôt, c'est ce qui se produisait habituellement autrefois.

Il est absolument impossible de chercher les causes des phénomènes de la société capitaliste dans la conscience subjective, dans les intentions ou les plans de ses membres. Les phénomènes objectifs du capitalisme ont été constatés avant que la science ne se soit appliquée à les étudier sérieusement. Jusqu'à ce jour, la grande majorité des hommes ne connaissent rien des lois qui régissent la société capitaliste. La grande force de la méthode de Marx fut d'aborder les phénomènes économiques, non du point de vue subjectif de certaines personnes, mais du point de vue objectif du développement de la société prise en bloc, exactement comme un naturaliste aborde une ruche ou une fourmilière.

Pour la science économique, ce qui a une importance décisive, c'est ce que les gens font et la manière dont ils le font, et non ce qu'ils pensent eux-mêmes de leurs actions. La base de la société, ce n'est pas la religion ni la morale, ce sont les ressources naturelles et le travail. La méthode de Marx est matérialiste, parce qu'elle va de l'existence à la conscience, et non inversement. La méthode de Marx est dialectique, parce qu'elle considère la nature et la société dans leur évolution, et l'évolution elle-même comme la lutte incessante de forces antagonistes.

La théorie de la paupérisation croissante

"Accumulation de la richesse à un pôle, écrivait Marx soixante ans avant Sombart, signifie donc en même temps accumulation de misère, de souffrance, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité, de dégradation mentale au pôle opposé, c'est-à-dire du côté de la classe dont le produit prend la forme de capital. "

Cette thèse de Marx, connue sous le nom de théorie de la paupérisation croissante, a été l'objet d'attaques constantes de la part des réformistes, démocrates ou sociaux-démocrates, particulièrement pendant la période 1896-1914, alors que le capitalisme se développait rapidement et accordait certaines concessions aux travailleurs, surtout à leur couche supérieure. Après la guerre mondiale, quand la bourgeoisie, effrayée de ses propres crimes et épouvantée par la révolution d'Octobre, s'engagea dans la voie des réformes sociales, réformes dont les effets furent immédiatement annulés par l'inflation et le chômage, la théorie de la transformation progressive de la société capitaliste parut aux réformistes et aux professeurs bourgeois pleinement établie. "Le pouvoir d'achat du travail salarié, nous assurait Sombart en 1928, a augmenté en raison directe de l'expansion de la production capitaliste. "

En fait, la contradiction économique entre le prolétariat et la bourgeoisie s'aggrave pendant les périodes les plus prospères du développement capitaliste, cependant que l'élévation du standard de vie de certaines couches de travailleurs, couches assez étendues par moments, masquait la diminution de la part du prolétariat dans le revenu national. Ainsi, juste avant de tomber dans le marasme, la production industrielle des Etats-Unis augmenta de 50 % entre 1920 et 1930, cependant que la somme payée en salaires ne croissait que de 30 %, ce qui signifie une diminution effrayante de la part des travailleurs dans le revenu national. En 1930, le chômage prit une extension de mauvais augure, et, en 1933, une aide plus ou moins systématique fut octroyée aux chômeurs, qui reçurent sous forme de secours à peine plus de la moitié de ce qu'ils avaient perdu en salaires.

L'illusion du «progrès» ininterrompu de toutes les classes s'est évanouie sans laisser de traces. Le déclin relatif du niveau de vie des masses a fait place à un déclin absolu. Les travailleurs ont commencé par économiser sur leurs maigres plaisirs, ensuite sur leurs vêtements, et, finalement, sur leur nourriture. Les articles et les produits de qualité moyenne furent remplacés par de la camelote, et la camelote par des rebuts. Les syndicats commencèrent à ressembler à l'homme qui s'accroche désespérément à la rampe, cependant qu'un escalier roulant l'emporte rapidement vers le bas.

Avec 6 % de la population mondiale, les Etats-Unis détiennent 40 % de la fortune mondiale. Néanmoins, un tiers de la nation, comme Roosevelt lui-même l'a reconnu, est sous-alimenté, mal vêtu, et vit dans des conditions inhumaines. Que dire alors des pays moins privilégiés ? L'histoire du monde capitaliste, depuis la dernière guerre, a irrémédiablement confirmé la théorie dite de la paupérisation croissante.

Le régime fasciste, qui ne fait que reculer jusqu'à l'extrême les limites du déclin et de la réaction inhérents à tout capitalisme impérialiste, devient indispensable, lorsque la dégénérescence du capitalisme anéantit toute possibilité d'entretenir des illusions sur l'élévation du niveau de vie du prolétariat. La dictature fasciste signifie la reconnaissance ouverte de la tendance à l'appauvrissement, que les plus riches démocraties impérialistes s'efforcent encore de dissimuler. Si Mussolini et Hitler persécutent le marxisme avec une telle haine, c'est précisément parce que leurs propres régimes constituent la plus effrayante confirmation des pronostics de Marx. Le monde civilisé s'indigne ou feint de s'indigner, lorsque Goering, sur le ton de bourreau et de bouffon qui le caractérise, déclare que les canons sont plus nécessaires que le beurre, ou lorsque Cagliostro-Casanova-Mussolini avertit les travailleurs d'Italie qu'ils doivent apprendre à serrer leurs ceintures sur leurs chemises noires. Mais, au fond, la même chose ne se produit-elle pas dans les démocraties impérialistes ? Partout, le beurre sert à graisser les canons. Les travailleurs de France, d'Angleterre, des Etats-Unis apprennent, sans chemises noires, à serrer leurs ceintures.

L'armée de réserve et la nouvelle sous-classe des chômeurs

L'armée de réserve industrielle forme une partie indispensable du mécanisme social du capitalisme, exactement comme des réserves de machines et de matières premières dans les usines, ou comme des stocks de produits finis dans les magasins. Ni l'expansion générale de la production, ni l'adaptation aux flux et reflux périodiques du cycle industriel ne seraient possibles sans une réserve de force de travail. De la tendance générale du développement capitaliste – accroissement du capital constant (machines et matières premières) relativement au capital variable (force de travail) – Marx tire la conclusion suivante :

"Plus grande est la richesse sociale, plus grande est la masse du surplus stable de population..., plus grande est l'armée de réserve industrielle..., et plus grand est le paupérisme officiel. TELLE EST LA LOI GENERALE ABSOLUE DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE. "

Cette thèse, indissolublement liée à la théorie de la paupérisation croissante, et dénoncée pendant des dizaines d'années comme exagérée, tendancieuse et démagogique, est devenue maintenant l'image théorique irréprochable de la réalité. L'armée actuelle des chômeurs ne peut plus être regardée comme une armée de réserve, parce que sa masse principale ne peut plus espérer trouver du travail ; au contraire, elle est destinée à se gonfler d'un flot constant de nouveaux chômeurs. La désagrégation du capitalisme a engendré toute une génération de jeunes gens qui n'ont jamais eu d'emploi et qui n'ont pas d'espoir d'en trouver.

Cette nouvelle sous-classe, entre le prolétariat et le semi-prolétariat, est forcée de vivre aux dépens de la société. On a calculé que, pendant neuf ans (1930-1938), le chômage a coûté à l'économie des États-Unis plus de 43 millions d'années de travail humain. Si l'on considère qu'en 1929, au sommet de la prospérité, il y avait 2 millions de chômeurs aux Etats-Unis, et que, pendant ces neuf dernières années, le nombre de travailleurs potentiels s'est accru de 5 millions, le nombre total d'années de travail perdues doit être incomparablement plus élevé. Un régime social qui est ravagé par un tel fléau est mortellement malade. Le diagnostic exact de cette maladie a été établi il y a près de quatre-vingts ans, alors que la maladie elle-même n'était encore qu'un simple germe.

Les crises industrielles

La fin du siècle dernier et le début du siècle présent furent marqués par des progrès tellement gigantesques du capitalisme que les crises cycliques semblaient n'être plus que des ennuis accidentels. Durant les années où l'optimisme capitaliste était presque universel, les critiques de Marx nous assuraient que le développement national et international des trusts, syndicats et cartels introduisait dans le marché un contrôle planifié, et faisait présager une victoire totale sur les crises. D'après Sombart, les crises ont déjà été abolies avant la guerre par le mécanisme du capitalisme lui-même, de sorte que le "problème des crises nous laisse aujourd'hui à peu près indifférents". Maintenant, à peine dix ans plus tard, ces mots résonnent comme une mauvaise plaisanterie, car ce n'est que de nos jours que la prédiction de Marx s'est réalisée dans toute son ampleur tragique.

Il est remarquable que la presse capitaliste, qui s'efforce de nier, autant qu'elle le peut, l'existence même des monopoles, a recours à ces mêmes monopoles pour nier l'anarchie capitaliste. Si les soixante familles contrôlaient la vie économique des Etats-Unis, observe ironiquement le New-York Times, "cela prouverait que le capitalisme américain, loin d'être anarchique et de manquer de plan... est organisé avec grand soin". Cet argument manque le but. Le capitalisme s'est avéré incapable de développer jusqu'au bout une seule de ses tendances. De même que la concentration de la richesse n'abolit pas les classes moyennes, de même le monopole n'abolit pas la concurrence, il se contente de l'étouffer et de la mutiler.

Pas plus que le "plan" de chacune des soixante familles, les diverses variantes de ces "plans" ne se soucient le moins du monde de coordonner les diverses branches de l'économie, mais bien plutôt d'accroître les profits d'une clique de monopoleurs aux dépens des autres cliques et de la nation entière. Le heurt de tous ces plans ne fait, en fin de compte, qu'aggraver l'anarchie dans l'économie nationale.

La crise de 1929 éclata, aux Etats-Unis, un an après que Sombart eut proclamé l'entière indifférence de sa "science" à l'égard du problème même des crises. Du sommet d'une prospérité sans précédent, l'économie des Etats-Unis a été précipitée dans l'abîme d'un marasme effrayant. Personne, du temps de Marx, n'aurait pu concevoir des convulsions d'une telle ampleur. Le revenu national des États-Unis, qui s'était élevé en 1920 pour la première fois à 69 milliards de dollars, tomba l'année suivante à 50 milliards de dollars, soit une baisse de 27 %. Par la suite, au cours des années de "prospérité" le revenu national reprit son ascension, et atteignit en 1929 son plus haut point, 81 milliards de dollars, pour tomber en 1932 à 40 milliards de dollars, c'est-à-dire moins de la moitié ! Pendant les neuf années 1930-1938, furent perdus environ 43 millions d'années de travail et 133 milliards de dollars de revenu national, en prenant pour norme le travail et le revenu national de 1929. Si tout cela n'est pas de l'anarchie, quelle peut bien être la signification de ce mot ?

La théorie de la catastrophe

L'esprit et le cœur des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement hypnotisés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et l'explosion de la guerre mondiale. L'idée d'un progrès graduel continu semblait établie pour toujours, cependant que l'idée de révolution était considérée comme un pur vestige de la barbarie. Aux pronostics de Marx, on opposait les pronostics contraires d'une distribution mieux équilibrée du revenu national, de l'atténuation des contradictions de classes et d'une réforme graduelle de la société capitaliste. Jean Jaurès, le plus doué des sociaux-démocrates de l'époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Tels étaient les pronostics opposés à ceux de Marx. Qu'en reste-t-il ?

La vie du capitalisme de monopole de notre époque n'est qu'une succession de crises. Chaque crise est une catastrophe. La nécessité d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de barrières douanières, de l'inflation, de l'accroissement des dépenses gouvernementales et des dettes, etc..., prépare le terrain pour de nouvelles crises, plus profondes et plus étendues. La lutte pour les marchés, pour les matières premières, pour les colonies, rend les catastrophes militaires inévitables. Celles-ci préparent inéluctablement des catastrophes révolutionnaires. Vraiment, il n'est pas facile d'admettre avec Sombart que le capitalisme devient, avec le temps, de plus en plus « calme, posé, raisonnable » ! Il serait plus juste de dire qu'il est en train de perdre ses derniers vestiges de raison. En tout cas, il n'y a pas de doute que la "théorie de l'effondrement" a triomphé de la théorie du développement pacifique.

Le déclin du capitalisme

Si le contrôle de la production par le marché a coûté cher à la société, il n'en est pas moins vrai que l'humanité, jusqu'à une certaine époque, approximativement jusqu'à la guerre mondiale, s'est élevée, s'est enrichie, s'est développée à travers des crises partielles et générales. La propriété privée des moyens de production était encore, à cette époque, un facteur relativement progressif. Mais aujourd'hui, le contrôle aveugle par la loi de la valeur refuse de servir davantage. Le progrès humain est dans une impasse. En dépit des derniers triomphes du génie de la technique, les forces productives matérielles ont cessé de croître. Le symptôme le plus clair de ce déclin est la stagnation mondiale qui règne dans l'industrie du

bâtiment, par suite de l'arrêt des investissements dans les principales branches de l'économie. Les capitalistes ne sont plus en état de croire à l'avenir de leur propre système. L'aide gouvernementale à la construction signifie une augmentation des impôts et une contraction du revenu national disponible, surtout depuis que la plus grande partie des investissements gouvernementaux est affectée directement à des fins de guerre.

Le marasme a pris un caractère particulièrement dégradant dans la sphère la plus ancienne de l'activité humaine, celle qui est le plus étroitement liée aux besoins vitaux de l'homme : dans l'agriculture. Non contents des obstacles que la propriété privée, sous sa forme la plus réactionnaire, celle de la petite propriété rurale, place devant le développement de l'agriculture, les gouvernements capitalistes se voient fréquemment appelés eux-mêmes à limiter artificiellement la production, au moyen de réglementations et de mesures administratives qui eussent effrayé les artisans des corporations à l'époque de leur déclin.

L'histoire rapportera que le gouvernement du pays capitaliste le plus puissant a donné des primes aux fermiers pour qu'ils arrachent ce qu'ils ont semé, c'est-à-dire pour diminuer artificiellement le revenu national déjà en baisse. Les résultats parlent d'eux-mêmes : en dépit de grandioses possibilités de production, fruits de l'expérience et de la science, l'économie agricole ne sort pas d'une crise de putréfaction, tandis que le nombre des affamés, qui constituent la majeure partie de l'humanité, continue à croître plus vite que la population de notre planète. Les conservateurs considèrent comme une politique sensée, humanitaire, la défense d'un ordre social qui est tombé jusqu'à un tel degré de folie destructrice, et ils condamnent la lutte pour le socialisme, la lutte contre une telle folie, comme de l'utopisme destructeur.